

SICAV AVENIR
SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31/12/2006

Rapport Général du Commissaire sur les Comptes de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2006

1- En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 13 Avril 2004, nous avons examiné les états financiers de la Société «SICAV-AVENIR» pour l'exercice clos le 31 Décembre 2006.

Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2- Nous avons effectué notre audit conformément aux normes de révision comptable généralement admises en la matière. Il a comporté les contrôles, sondages et autres procédures de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance et eu égard aux règles de diligences normales.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers, un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3- Notre audit a été planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives et d'avoir, par conséquent, une base fiable à l'expression de notre opinion.

4- Les états financiers ci-joints arrêtés au 31 Décembre 2006 font apparaître un total du bilan de D : 1.116.229, un actif net de D : 1.112.205 et un bénéfice de D : 116.942.

Ces états ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises et notamment les règles de présentation des états financiers et de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de la société, telles qu'énoncées par les normes comptables sectorielles régissant les OPCVM.

OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS

5- Sur la base des diligences que nous avons accomplies, nous certifions que les états financiers de la Société « SICAV-AVENIR » arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport sont réguliers et sincères et traduisent fidèlement la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et la variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

VERIFICATIONS & INFORMATIONS SPECIFIQUES

6- Conformément aux dispositions des articles 201 et 266 du code des sociétés commerciales, nous avons examiné les informations relatives à la situation financière et aux comptes données par votre conseil d'administration dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale.

Ces informations n'appellent de notre part aucune remarque particulière.

7- Conformément aux dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994 et sur la base de notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la présentation des états financiers, nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis, le 04 avril 2007
Mustapha MEDHIOUB

Le Commissaire aux Comptes

Rapport spécial du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions des articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales, nous vous informons que votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention entrant dans le cadre des dispositions de ces articles.

De notre côté, nous n'avons relevé au cours de nos investigations aucune opération entrant dans le cadre des dispositions des articles précités.

Tunis, le 04 avril 2007
Mustapha MEDHIOUB

Le Commissaire aux Comptes

Notes Complémentaires Aux Rapports

NOTE 1 : DEFINITION DE LA MISSION

Cette mission de commissariat aux comptes est confiée conformément aux dispositions des articles 258 et suivants du code des sociétés commerciales et 16 et suivants de la loi n° 88-108 du 18 Août 1988 portant refonte de la législation relative à la profession d'expert comptable.

Elle porte sur la certification de la régularité et la sincérité des états financiers de la SICAV AVENIR, arrêtés au 31 décembre 2006. Elle est assurée conformément aux normes de révision comptable généralement admises et notamment :

- Les normes de révision de l'ordre des experts comptables de Tunisie
- Les normes internationales d'audit de l'IFAC.

L'opinion exprimée résulte d'un examen, par sondage, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers ainsi que d'une appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues par la direction.

Par ailleurs, et eu égard aux dispositions des articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales, notre mission comporte d'autres diligences spécifiques visant à vérifier la régularité des conventions conclues entre la société et ses administrateurs, telles qu'elles nous sont notifiées par le conseil d'administration ou encore l'inexistence de telles conventions.

Ces vérifications ont essentiellement pour but de s'assurer :

- de l'équité entre les actionnaires,
- d'une protection convenable des actifs de la société,
- de la régularité des transactions.

NOTE 2 : NOTE SUR LA CONFORMITE AU SYSTEME COMPTABLE DES ENTREPRISES

Les états financiers présentés ci-joints ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment aux règles de présentation, de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de la société, telles que énoncées par les normes comptables sectorielles régissant les OPCVM. Ils sont composés :

- du bilan ;
- de l'état de résultat ;
- de l'état de variation de l'actif net ;
- des notes aux états financiers.

Nous avons noté, à ce titre, l'utilisation par l'entreprise des normes comptables comme référentiel de base pour la préparation et la présentation des états financiers, aucune divergence significative n'a été relevée entre les normes comptables et les principes comptables retenus par l'entreprise.

Toutefois, la conformité aux préconisations du système sera améliorée par l'élaboration du manuel comptable prévu par le § 63 de la Norme Comptable Générale et la mise à jour des livres légaux.

NOTE 3 : ETENDUE DES TRAVAUX DE VERIFICATION

Comme il est indiqué dans le deuxième paragraphe de notre rapport général, notre examen a été effectué en observant les normes de révision comptable généralement admises et a comporté le contrôle des documents comptables et toutes les autres procédures de vérification que nous avons jugées nécessaires en la circonstance.

Nous présentons ci-après les développements concernant l'application de certaines de ces vérifications.

◆ Appréciation du système de contrôle interne

Nous avons examiné le système de contrôle et les procédures administratives et comptables en vigueur à la date de notre intervention, conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, alinéa 2 nouveau, et aux préconisations des normes internationales d'audit (ISA) et notamment l'ISA 315 et 330.

◆ Capital

Nous avons vérifié tous les mouvements intervenus sur le poste du capital résultant notamment des souscriptions et des rachats effectués. Nous nous sommes assurés que la défalcation de la valeur liquidative entre la part en capital et la part en revenu a été correctement traduite en comptabilité.

◆ Portefeuille – titres et placements monétaires

Nous avons procédé à la vérification des mouvements intervenus sur ces postes au cours de l'exercice et ce, conformément aux prescriptions des normes comptables sectorielles régissant les OPCVM.

Nous avons procédé à l'évaluation du portefeuille – titres à la date de clôture conformément aux prescriptions précitées.

◆ Trésorerie

Nous avons vérifié l'état de rapprochement bancaire ainsi que sa liquidation au début de l'exercice 2007.

◆ Revenus

Nous nous sommes assurés que les dividendes relatifs au portefeuille – titres ont été comptabilisés à bonne date et que les intérêts sur les placements sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus et nous avons vérifié la constatation dans les comptes de régularisation, des produits afférent à 2006 et non encore perçus, ainsi que des intérêts reçus et qui concernent les exercices futurs.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2006 (Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/12/2006	31/12/2005
Portefeuille-titres	4	867 600	776 640
Actions, valeurs assimilées et droits rattachés		577 392	421 951
Obligations et valeurs assimilées		290 208	349 114
Titres OPCVM		-	5 575
Placements monétaires et disponibilités		242 058	241 602
Placements monétaires	6	241 598	241 561
Disponibilités		460	41
Créances d'exploitation	8	5 932	5 660
Autres actifs		639	438

TOTAL ACTIF		1 116 229	1 024 340
PASSIF			
Opérateurs créditeurs	9	4 024	3 944
TOTAL PASSIF		4 024	3 944
ACTIF NET			
Capital	11	1 079 356	995 162
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice clos (Arrondis de coupons)		7	13
Sommes distribuables de l'exercice		32 842	25 221
ACTIF NET		1 112 205	1 020 396
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		1 116 229	1 024 340

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	Note	31 Décembre	
		2006	2005
Revenus du portefeuille-titres	5	34 467	26 963
Dividendes		17 342	8 712
Revenus des obligations et valeurs assimilées		17 125	18 251
Revenus des placements monétaires	7	9 904	9 443
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		44 371	36 406
Charges de gestion des placements	10	(11 955)	(11 324)
REVENU NET DES PLACEMENTS		32 416	25 082
Autres charges		-	(226)
Autres produits		424	478
RESULTAT D'EXPLOITATION		32 840	25 334
Régularisation du résultat d'exploitation		2	(113)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		32 842	25 221
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(2)	113
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		125 786	25 660
Plus (ou moins) values réalisées sur cession des titres		(40 558)	16 770
Frais de négociation		(1 126)	(927)
RESULTAT DE L'EXERCICE		116 942	66 837

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	31 Décembre	
	2006	2005
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	116 942	66 837
Résultat d'exploitation	32 840	25 334
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	125 786	25 660
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(40 558)	16 770
Frais de négociation de titres	(1 126)	(927)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(25 227)	(34 900)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	94	2 028
Souscriptions		
- Capital	88	131 424
- Régularisation des sommes non distribuables	4	3 475
- Régularisation des sommes distribuables	2	4 818
Rachats		
- Capital	-	(128 682)
- Régularisation des sommes non distribuables	-	(4 077)
- Régularisation des sommes distribuables	-	(4 930)
VARIATION DE L'ACTIF NET	91 809	33 965
ACTIF NET		
En début de période	1 020 396	986 431
En fin de période	1 112 205	1 020 396
NOMBRE D'ACTIONS		
En début de période	22 625	22 560
En fin de période	22 627	22 625
VALEUR LIQUIDATIVE	49,153	45,100
TAUX DE RENDEMENT	11,46%	6,68%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

SICAV AVENIR est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 26 Août 1994 à l'initiative de la Banque de Développement Economique de Tunisie « BDET » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 30 juin 1994.

L'assemblée Générale Extraordinaire du 30 Novembre 2004 a décidé le changement de la dénomination sociale désignée initialement « SICAV BDET ».

La société a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, SICAV AVENIR bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2006, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon pour les titres admis à la cote et au moment où le droit au dividende est établi pour les titres non admis à la cote.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché pour les titres admis à la cote et à la juste valeur pour les titres non admis à la cote. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 décembre 2006 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3- Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement et qui concerne la fraction des obligations échéant à moins d'un an, constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

NOTE 4 : PORTEFEUILLE-TITRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2006 à D : 867.600 et se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2006	% Actif net
Actions, valeurs assimilées & droits rattachés		552 244	577 392	51,91%
Actions, valeurs assimilées & droit rattachés admis à la cote		552 244	577 392	51,91%
<u>Actions</u>				
BTEI	800	21 680	23 996	2,16%
SOTUVER	300	2 820	3 594	0,32%
BNA	400	6 977	6 879	0,62%
UBCI	835	25 566	26 737	2,40%
SPDIT	100	2 810	5 217	0,47%

SFBT	460	24 663	25 762	2,32%
SOTUMAG	4 130	4 619	5 963	0,54%
BT	200	13 758	18 779	1,69%
STEQ	1 700	17 561	20 058	1,80%
SOMOCER	3 790	17 333	16 809	1,51%
MONOPRIX	383	18 677	24 133	2,17%
ATB	4 625	15 531	20 165	1,81%
SIPHAT	1 400	35 594	33 923	3,05%
UIB	2 949	31 032	46 597	4,19%
GIF	5 695	23 399	21 578	1,94%
SOTETEL	1 764	44 353	37 277	3,35%
ELECTROSTAR	2 310	31 838	30 275	2,72%
KARTHAGO	550	5 191	5 225	0,47%
AL KIMIA	700	30 754	33 600	3,02%
ASSAD	2 310	55 514	44 932	4,04%
BH	100	1 570	1 962	0,18%
ATTIJARI BANK	600	4 075	4 350	0,39%
ATTIJARI BANK NS 2006	1 300	8 098	7 972	0,72%
TUNISIE LEASING	1 208	14 286	16 852	1,52%
TUNISIE LEASING NS	528	5 839	6 640	0,60%
SITS	9 050	25 889	27 974	2,52%
SOTRAPIL	900	33 817	31 870	2,87%
EL WIFACK LEASING	980	5 488	5 711	0,51%
ESSOUKNA	2 800	14 760	14 342	1,29%
SIAME	300	8 752	8 220	0,74%
DS OCA ATTIJARI BANK 2006	1 900	0	0	0,00%
Obligations de sociétés et valeurs assimilées		280 000	290 208	26,09%
Obligations de sociétés		280 000	290 208	26,09%
EL MOURADI 2002 A	900	54 000	55 101	4,95%
GENERAL LEASING 2004-1	750	60 000	63 365	5,70%
UTL 2004	700	70 000	72 953	6,56%
CIL 2004-2	500	40 000	41 688	3,75%
AIL 2005	700	56 000	57 101	5,13%
TOTAL		832 244	867 600	78,01%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Intérêts</u> <u>courus</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>Values</u> <u>latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au 31</u> <u>décembre</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
Solde au 31 décembre 2005	865 164	12 114	(100 638)	776 640	
Acquisitions de l'exercice					
Actions	442 720			442 720	
Titres OPCVM	424 526			424 526	
Obligations					
Cessions de l'exercice					
Actions	(413 073)			(413 073)	(39 972)
Titres OPCVM	(430 093)			(430 093)	(586)
Remboursement de l'exercice					
Annuités des obligations	(57 000)			(57 000)	
Variation des plus ou moins value portefeuilles sur titres			125 786	125 786	
Variation des intérêts courus sur obligations		(1 906)		(1 906)	
Solde au 31 décembre 2006	832 244	10 208	25 148	867 600	(40 558)

NOTE 5 : REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES

Les revenus du portefeuille-titres totalisent à la clôture de l'exercice un montant de D: 34.467, contre D: 26.963 au 31 décembre 2005 et se détaillent comme suit :

	2006	2005
<u>Dividendes</u>		
- des actions et valeurs assimilées admises à la cote	15 845	8 712
- des titres OPCVM	1 497	-
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>		
Revenus des obligations		
- intérêts	17 125	18 251
TOTAL	34 467	26 963

NOTE 6 : PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2006 à D : 241.598 se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	% actif net
Placements employés en bons de trésor (4,76%)	241 008	241 598	21,72%
TOTAL	241 008	241 598	21,72%

NOTE 7 : REVENUS DES PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2006 à D: 9.904, contre D: 9.443 à la même date de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	2006	2005
Intérêts des placements employés en bons du trésor	9 904	9 443
TOTAL	9 904	9 443

NOTE 8 : CREANCES D'EXPLOITATION

Ce poste accuse au 31 décembre 2006 un solde de D : 5.932 contre D : 5.660 à la même date de l'exercice précédent, et englobe les produits de cession de titres non encore encaissés à la date clôture de l'exercice.

NOTE 9 : OPERATEURS CREDITEURS

Le compte "Opérateurs créditeurs" accuse au 31 décembre 2006 un solde de D: 4.024, contre D : 3.944 à la même date de l'exercice précédent, et se détaille comme suit:

	31 Décembre	
	2006	2005
Gestionnaire	945	865
Dépositaire	3 079	3 079
<u>Total</u>	<u>4 024</u>	<u>3 944</u>

NOTE 10 : CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS

Le compte "Charges de gestion des placements" s'élève à la clôture de l'exercice à D: 11.955 contre D: 11.324 au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit:

	31 Décembre	
	2006	2005
Rémunération du gestionnaire	10 775	10 144
Rémunération du dépositaire	1 180	1 180
<u>Total</u>	<u>11 955</u>	<u>11 324</u>

NOTE 11 : CAPITAL

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de l'exercice, se détaillent ainsi :

<u>Capital au 31-12-2005</u>	
Montant	995 162
Nombre de titres	22 625
Nombre d'actionnaires	20
<u>Souscriptions réalisées</u>	
Montant	88
Nombre de titres émis	2
Nombre d'actionnaires nouveaux	1
<u>Rachats effectués</u>	
Montant	-
Nombre de titres rachetés	-
Nombre d'actionnaires sortants	-
<u>Autres mouvements</u>	
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	125 786
Plus (ou moins) values réalisées sur cessions de titres	(40 558)
Frais de négociation	(1 126)
Régularisation des sommes non distribuables	4
<u>Capital au 31-12-2006</u>	
Montant	1 079 356

Nombre de titres
Nombre d'actionnaires

22 627
21

NOTE 12 : AUTRES INFORMATIONS

12.1. Données par action et ratios pertinent

Données par action

	2006	2005	2004	2003	2002
Revenus des placements	1,961	1,609	1,945	2,346	2,330
Charges de gestion des placements	(0,528)	(0,501)	(0,490)	(0,484)	(0,453)
Revenus net des placements	1,433	1,109	1,455	1,862	1,877
Autres charges	-	(0,010)	(0,118)	(0,039)	(0,240)
Autres produits	0,019	0,021	0,220	-	-
Résultat d'exploitation (1)	1,451	1,120	1,557	1,823	1,637
Régularisation du résultat d'exploitation	-	(0,005)	(0,010)	(0,008)	0,191
Sommes distribuables de l'exercice	1,451	1,115	1,547	1,815	1,828
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles	5,559	1,134	2,815	2,359	(4,737)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	(1,792)	0,741	(2,540)	(1,305)	(0,129)
Frais de négociation	(0,050)	(0,041)	(0,024)	(0,003)	(0,003)
Plus (ou moins) valeurs sur titres et frais de négociation (2)	3,717	1,834	0,251	1,052	(4,869)
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	5,168	2,954	1,808	2,875	(3,232)
Résultat non distribuable de l'exercice	3,717	1,834	0,251	1,052	(4,869)
Régularisation du résultat non distribuable	-	(0,027)	(0,012)	(0,387)	(0,569)
Sommes non distribuables de l'exercice	3,717	1,807	0,239	0,665	(5,438)
Valeur liquidative	49,153	45,100	43,724	43,754	43,103
Ratios de gestion des placements					
Charges / actif net moyen	1,12%	1,13%	1,12%	1,11%	1,0%
Autres charges / actif net moyen	-	0,02%	0,27%	0,09%	0,5%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,08%	2,51%	3,54%	4,18%	4,1%

12.2. Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

Depuis la constitution de la société, la gestion de la SICAV AVENIR (EX- SICAV BDET) a été confiée à la Banque de Développement Economique de Tunisie "BDET". Cette gestion a été transférée à compter du 1er décembre 2000 à la société d'intermédiation en Bourse de la Société Tunisienne de Banque "STB-CAPITALIS" "EX BDET-CAPITALIS" puis à la société "STB MANAGER" à compter du 20 décembre 2002. Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1% l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La redevance du CMF ainsi que les honoraires du commissaire aux comptes supportés auparavant par la SICAV, sont désormais pris en charge par le gestionnaire actuel.

La Société Tunisienne de Banque "STB", assure les fonctions de dépositaire, moyennant une rémunération de D: 1.000 HT par an.